



Assemblée générale

Distr. générale
12 juillet 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 108 de l'ordre du jour

Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'évaluation du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes

Note du Président de l'Assemblée générale

Conformément à la décision 76/511 de l'Assemblée générale en date du 29 octobre 2021, j'ai l'honneur de faire distribuer le présent document récapitulatif des déclarations préenregistrées faites par les chefs d'État ou de gouvernement et autres dignitaires à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'évaluation du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes et soumises à la présidence au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée générale.

Les déclarations figurant dans le présent document ont été prononcées dans la matinée du mardi 23 novembre 2021, à la 38e séance de l'Assemblée générale (voir A/76/PV.38).



Afrique du Sud (voir aussi A/76/PV.38, annexe I)

Déclaration de S. E. M. John Jeffery, Membre du Parlement, Vice-Ministre de la justice et des services pénitentiaires de la République sud-africaine

Prononcée le mardi 23 novembre 2021, à la 38^e séance de l'Assemblée générale

[Original : anglais]

C'est un honneur de participer à cet événement destiné à évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes.

La traite des personnes est un problème mondial qui touche de nombreux pays. Il s'agit à la fois d'un crime et une violation grave des droits de l'homme qui n'a pas épargné l'Afrique du Sud.

Alors que la plupart des crimes sont généralement signalés à la police, ce n'est pas le cas de la traite des personnes, principalement en raison des représailles que craignent les victimes. La traite des personnes est une réalité en Afrique du Sud, qui est à la fois un pays d'origine, de transit et de destination de la traite des personnes.

La pauvreté favorise la vulnérabilité et le désespoir ; l'Afrique du Sud en a fait la cruelle expérience.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a également induit de nouveaux risques et posé de nouveaux défis pour les victimes et les rescapés de la traite. Elle a aggravé la vulnérabilité des groupes à risque, notamment les femmes et les enfants.

D'après notre expérience, la pandémie a eu un effet évident sur les efforts de lutte contre la traite des personnes. Par exemple, lors du confinement strict, moins de plaintes liées à des cas d'exploitation sexuelle ont été déposées auprès des services de police sud-africains, alors que les signalements relatifs à l'exploitation par le travail ont été plus nombreux.

Afin de renforcer les initiatives de formation et de favoriser une compréhension commune de l'intention et de l'esprit de notre loi sur la prévention et la lutte contre la traite des personnes, notre gouvernement, en partenariat avec l' Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), a élaboré un manuel de formation générique intégré sur la législation pour combattre la traite des personnes.

L'Afrique du Sud travaille également sur le développement d'un système intégré d'information visant à collecter des données et il s'apprête à commander des études scientifiques sur la traite des personnes afin de proposer des réponses adaptées et ciblées en matière de prévention et de lutte.

La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la traite des êtres humains a souligné la nécessité d'adopter une approche centrée sur les droits humains et sur les victimes, ce que l'Afrique du Sud soutient pleinement dans les efforts qu'elle déploie dans ce domaine.

Je voudrais partager certains des constats qui ont pu être faits au cours des 18 derniers mois en Afrique du Sud.

Tout d'abord, les facteurs de risque de la traite des personnes ont évolué pendant la pandémie de COVID-19 en raison de l'augmentation du chômage et de la perte de revenus.

Deuxièmement, bien que les chiffres ne soient pas élevés, l'Afrique du Sud enregistre un nombre croissant de condamnations dans ce domaine.

Troisièmement, ces condamnations pour traite d'être humains fournissent des indications importantes. Les victimes sont rarement kidnappées ou emmenées de force, mais plutôt piégées par les trafiquants qui leur font de fausses promesses, que ce soit d'emploi ou d'éducation.

La tendance actuelle chez les trafiquants est de recruter leurs victimes sur les médias sociaux. Après avoir rencontré le trafiquant en personne, la victime est alors prise en otage, droguée, agressée et/ou violée.

La mise en liberté sous caution de l'accusé a été systématiquement contestée dans toutes les affaires de traite d'êtres humains, et la liberté sous caution a été refusée dans la majorité des cas. D'après les données récoltées, il est manifeste que les femmes sont les plus susceptibles d'être victimes de la traite.

Nous devons faire encore davantage pour combattre et prévenir la traite des personnes. Nous ne pouvons y parvenir qu'avec l'aide d'organisations telles que l'ONU et d'organismes internationaux comme l'ONUDC et d'autres.

Et c'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui, pour nous soutenir mutuellement dans notre lutte contre la traite des personnes, sous toutes ses formes.

Je vous remercie.

Royaume-Uni (voir aussi A/76/PV.38, annexe II)

Déclaration de Lord Ahmad de Wimbledon, Ministre d'État chargé du Commonwealth, de l'Organisation des Nations Unies et de l'Asie du Sud du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Prononcée le mardi 23 novembre 2021, à la 38^e séance de l'Assemblée générale

[Original : anglais]

Bonjour à toutes et tous, et merci au Président de l'Assemblée générale de nous donner l'occasion de discuter du Plan d'action mondial.

Lorsque les nouvelles estimations sur l'esclavage moderne dans le monde seront publiées, leur lecture nous ne sera pas facile.

La pandémie a eu des effets disproportionnés et dévastateurs sur les personnes les plus vulnérables et celles qui sont déjà victimes de l'esclavage moderne.

Plus que jamais, si nous voulons atteindre la cible 7 de l'objectif de développement durable 8, qui vise à éliminer ce fléau d'ici 2030, nous devons réaliser sans délai des progrès durables.

Aucune nation ne peut y parvenir seule.

En 2017, le Royaume-Uni a pris la tête de l'appel à l'action pour mettre fin au travail forcé, à l'esclavage moderne et à la traite des personnes.

Plus de 90 pays ont souscrit à cet appel à l'action, en prenant une série de mesures et, surtout, en collaborant avec d'autres.

Le Royaume-Uni cherche constamment des occasions de collaborer, avec les gouvernements, les entreprises et les rescapés. Pour venir à bout de cette menace, nous devons toutes et tous nous atteler à la tâche, sans exception.

Par exemple, sous notre présidence, les dirigeants du G7 se sont engagés à lutter contre le travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Le mois dernier, les ministres du commerce du G7 ont discuté des mesures à prendre pour éliminer le travail forcé, protéger les victimes et améliorer la transparence dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Parallèlement, nous poursuivons nos efforts sincères à l'échelle nationale.

Le Royaume-Uni renforce ainsi sa loi sur l'esclavage moderne, qui faisait déjà figure de modèle pour le monde.

L'un des principaux objectifs est d'accroître la transparence des chaînes d'approvisionnement. Nous avons été le premier pays au monde à exiger des entreprises qu'elle rendent des efforts qu'elles déploient pour lutter contre l'esclavage moderne dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement mondiales.

Parmi les autres dispositions marquantes, citons l'extension de l'obligation de déclaration aux organismes publics pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 36 millions de livres sterling, ainsi que l'obligation pour celles-ci de publier leurs déclarations sur le registre gouvernemental.

Nous allons introduire des sanctions financières en cas de non-respect de la loi sur l'esclavage moderne. Nous sommes également devenus le premier pays à

publier notre propre déclaration et, dans quelques mois, nous publierons également les déclarations individuelles des départements ministériels.

À l'avenir, le Royaume-Uni entend s'assurer de sa capacité de combattre efficacement ces crimes atroces.

C'est pourquoi nous révisons actuellement notre stratégie relative à l'esclavage moderne et publierons une nouvelle stratégie au printemps 2022.

Je voudrais terminer en rendant hommage aux rescapés de l'esclavage moderne, du travail forcé et de la traite des personnes.

Je vous invite toutes et tous à écouter attentivement le récit des personnes les plus vulnérables de nos sociétés et à vous rassembler aux niveaux régional et international pour faire en sorte que cette génération de victimes soit la dernière.

Je vous remercie.

Chili (voir aussi A/76/PV.38, annexe III)

Déclaration de M. Juan Francisco Galli, Sous-Secrétaire à l'intérieur de la République du Chili

Prononcée le mardi 23 novembre 2021, à la 38^e séance de l'Assemblée générale

[Original : espagnol]

C'est une volonté du Gouvernement chilien que de participer au Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes. Depuis 2008, le Chili dispose d'un plan d'action contre la traite des personnes, qui a été mis à jour cette année. Ce plan d'action assure la coordination entre plus de 22 institutions dans notre pays pour faire face à ce fléau. En tant que gouvernement, nous avons encouragé la prise en charge des personnes particulièrement vulnérables afin d'éviter qu'elles ne soient victimes de la traite des personnes et des réseaux de passeurs ; qu'elles ne soient soumises à l'exploitation sexuelle et à l'exploitation par le travail ; et, avec les institutions privées, qu'elles ne deviennent des victimes de ce crime grave.

Ukraine (voir aussi A/76/PV.38, annexe IV)

Déclaration de M^{me} Olga Revuk, Vice-Ministre de la politique sociale pour l'intégration européenne l'Ukraine

Prononcée le mardi 23 novembre 2021, à la 38^e séance de l'Assemblée générale

[Original : anglais]

Chers participants,

Les défis et les menaces de notre époque, en particulier la lutte contre la traite des personnes, exigent la mobilisation d'un large éventail de ressources de chaque État, la mise en place d'une collaboration interinstitutionnelle et le développement de mécanismes nationaux et transnationaux de coopération entre le gouvernement et la société civile.

Malheureusement, le conflit militaire provoqué par l'agression russe en cours sur le territoire de l'Ukraine a été un des plus sérieux obstacles pour l'Ukraine en matière de lutte contre la traite des personnes.

Le déplacement massif de personnes des régions occupées et déchirées par la guerre, la recherche d'un nouveau lieu de vie et de travail, la concurrence sur le marché du travail, la recherche d'établissements d'enseignement et l'inscription des enfants dans ces institutions, ont tous accru la vulnérabilité des citoyens et augmenté le risque qu'ils soient victimes de la traite des personnes.

La pandémie provoquée par la maladie à coronavirus (COVID-19) est devenue un problème épineux dans le domaine de la lutte contre la traite des personnes, non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour le monde entier.

La perte de revenus due à l'obligation de rester à la maison, la perte des contacts sociaux, la fermeture des frontières et la crainte pour leur propre santé et celle de leurs proches ont accru la vulnérabilité des individus à la traite des personnes.

L'État garantit le bon fonctionnement des services sociaux et des institutions qui apportent un appui aux victimes de la traite des personnes, la disponibilité d'informations sur le mode de prestation des services et d'assistance, l'accès à une justice efficace.

Les enfants qui sont contraints de rester à la maison passent beaucoup plus de temps sur Internet qu'auparavant. Comme dans la vie réelle, les enfants y sont confrontés à des dangers et à des menaces.

La politique de l'État dans ce domaine vise à protéger l'enfant dans l'environnement numérique, en combinant les modes de réaction et de prévention nationaux et internationaux, en améliorant les connaissances des enfants sur la manière de se protéger des risques possibles sur le Web et sur la manière d'agir en cas de danger.

Le 1^{er} juin 2020, à l'occasion de la Journée internationale de l'enfance, le Gouvernement ukrainien a nommé un coordinateur pour mettre fin à l'exploitation sexuelle des enfants et à la violence contre ceux-ci sur Internet.

En moyenne, environ 200 personnes reçoivent chaque année le statut de victime de la traite des personnes. Bien entendu, cela ne reflète pas la situation réelle, car de nombreuses questions se posent quant à l'identification de ces personnes et à leur volonté de demander de l'aide aux autorités gouvernementales.

Le statut juridique de la victime de la traite est fourni indépendamment du fait que la victime coopère ou non avec les services de répression.

Le montant de l'aide financière ponctuelle accordée à une personne ayant obtenu le statut de victime de la traite a triplé depuis son introduction.

Le Ministère de la politique sociale s'emploie activement à inciter les citoyens à demander de l'aide aux autorités publiques en menant des campagnes d'information et en augmentant le niveau de soutien et des services sociaux.

L'élaboration du programme social national de lutte contre la traite des personnes pour la période allant jusqu'en 2025 se poursuit afin de résoudre efficacement les problèmes et les menaces de l'heure.

Le programme contiendra un certain nombre de tâches et de mesures pour perfectionner le mécanisme de prévention de la traite des personnes, améliorer l'identification effective des personnes qui commettent des crimes de traite des personnes, ainsi qu'assurer la protection des droits des victimes de la traite et leur fournir une assistance complexe.

Je vous remercie de votre attention.

Canada (voir aussi A/76/PV.38, annexe V)

Déclaration de M. Robert Stewart, Sous-Ministre de la sécurité publique du Canada

Prononcée le mardi 23 novembre 2021, à la 38^e séance de l'Assemblée générale

[Original : anglais et français]

Monsieur le Président, chers collègues,

Je vous remercie de me donner l'occasion de dire quelques mots sur cette question importante du point de vue du Canada.

Je tiens tout d'abord à féliciter l'Assemblée générale des Nations Unies, qui considère toujours la question complexe et mondialisée qu'est la traite des personnes comme une priorité pour les États Membres.

Le Canada a lui aussi la conviction que la traite des personnes est l'un des crimes les plus odieux que l'on puisse imaginer, visant et piégeant les personnes vulnérables et marginalisées.

Le Canada reconnaît aussi depuis longtemps l'importance d'établir une approche globale, coordonnée et pluridimensionnelle pour lutter contre la traite des personnes.

Depuis qu'il a ratifié le Protocole des Nations Unies, le Canada a fait d'importants progrès dans sa lutte contre la traite des personnes.

En septembre 2019, le Canada a instauré la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes.

Cela nous a permis d'adopter une démarche collaborative qui rassemble tous les efforts fédéraux dans un même cadre stratégique.

La Stratégie soutient également les engagements à grande échelle du gouvernement.

Il s'agit notamment de prévenir et de combattre la violence basée sur le genre, et de soutenir la sûreté et la sécurité des populations à risque et vulnérables, dont les autochtones, les enfants et les jeunes.

S'appuyant sur les efforts réalisés par le Gouvernement, la Stratégie porte sur la prévention, la protection, les poursuites judiciaires, les partenariats et l'autonomisation de manière à améliorer le soutien et les services aux victimes, aux survivantes et aux survivants pour les aider à retrouver leur autonomie et leur indépendance.

La Stratégie bénéficie d'un soutien financier important, à hauteur de 57,22 millions de dollars sur cinq ans, et de 10,28 millions de dollars par la suite.

Dans le domaine de la prévention, nous ne cessons de créer des programmes d'information et de sensibilisation destinés à nos populations les plus à risque.

Notre justice pénale a fait de grands progrès dans la lutte contre la traite des personnes, grâce à des formations ciblées et à des réformes législatives.

Le Gouvernement canadien continue également de travailler avec ses partenaires nationaux en vue d'apporter soutien et protection aux victimes, y compris au moyen de services adaptés aux traumatismes.

Sur le plan international, le Canada continue d'apporter son aide à ses partenaires, en collaborant avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et avec d'autres organismes, dont l'Organisation internationale pour les migrations et INTERPOL, fournissant une assistance technique et renforçant les capacités.

Le Canada poursuit également sa lutte contre la traite des personnes dans les chaînes d'approvisionnement du gouvernement, notamment en élargissant son code de conduite pour l'approvisionnement de manière à ce que ces chaînes soient exemptes de la traite des personnes.

Le fait que ce crime touche de manière disproportionnée les femmes et les filles est une difficulté majeure à laquelle nous nous heurtons toutes et tous.

Le Canada continuera de s'attaquer aux taux élevés et inadmissibles de violence sexuelle et basée sur le sexe auquel font face les femmes et les filles, notamment au moyen de la Stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe, annoncée en 2017.

Le Canada convient qu'il est essentiel de lutter contre la traite des personnes au moyen d'une approche multidisciplinaire axée sur la collaboration à l'échelle mondiale.

Nous sommes déterminés à collaborer avec les Nations Unies et avec l'ensemble des pays pour prévenir ce crime, à poursuivre ses auteurs et à aider les survivantes et survivants à aller de l'avant et à mener une vie saine et productive.

Je vous remercie.

Portugal (voir aussi A/76/PV.38, annexe VI)

Déclaration de M^{me} Rosa Monteiro, Secrétaire d'État à la citoyenneté et à l'égalité du Portugal

Prononcée le mardi 23 novembre 2021, à la 38^e séance de l'Assemblée générale

[Original : anglais]

Monsieur le Président, Excellences,

Le Portugal est pleinement engagé dans la prévention de la traite des personnes et la lutte contre ce fléau. Nous nous félicitons de la Déclaration politique de 2021, adopté par l'Assemblée générale, sur l'évaluation du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes.

Le Portugal est fier d'avoir cofacilité, avec Cabo Verde, le tout premier Plan d'action mondial en 2010. Toutes nos actions sont conformes aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux cadres de développement les plus pertinents, notamment le Programme 2030.

Depuis 2012, le Portugal participe à la campagne mondiale de sensibilisation Cœur bleu contre la traite des êtres humains, et nous utilisons fièrement le Cœur bleu depuis lors dans toutes les campagnes et actions nationales.

Malgré les initiatives de lutte contre la traite des personnes prises par le Portugal au cours de la dernière décennie, il reste beaucoup à faire face à un phénomène aussi complexe, multidimensionnel et en constante évolution.

Le Portugal commence actuellement à rédiger son cinquième plan d'action national, qui consolidera les approches centrées sur les victimes, fondées sur le genre et tenant compte des enfants.

Le Portugal apporte son appui à toutes les victimes de la traite des personnes, qu'elles soient nationales ou étrangères. Les victimes ont droit à la subsistance, à l'accès aux traitements médicaux, à une assistance psychologique, à une protection, à des services de traduction et d'interprétation, ainsi qu'à des conseils juridiques gratuits.

Le Portugal compte cinq centres d'accueil qui apportent un appui aux femmes et aux hommes identifiés comme étant des victimes de la traite, indépendamment de leur nationalité, de leur âge, de leur religion, de leur appartenance ethnique, de leur orientation sexuelle, de leur handicap, de leur situation matrimoniale, de leur orientation politique, de leurs caractéristiques socioéconomiques ou de tout autre statut. Un appui est également apporté aux enfants mineurs des victimes. Cette année, nous avons lancé un mécanisme national d'orientation pour les enfants.

L'Observatoire national de la traite des personnes continue de consolider les systèmes de collecte de données, fondamentaux pour l'élaboration de politiques fondées sur des preuves.

Pour conclure, tous les États Membres ont une responsabilité collective dans la lutte contre ce crime odieux. Pour ce faire, nous devons coopérer et mettre en œuvre les quatre « P » : prévention, protection, poursuites et, surtout, partenariats, car ils nous permettront d'avoir une longueur d'avance sur les réseaux criminels et les trafiquants responsables de ce fléau mondial.

Inde (voir aussi A/76/PV.38, annexe VII)

Déclaration de M. Ajay Kumar Mishra, Ministre d'État aux affaires intérieures de la République de l'Inde

Prononcée le mardi 23 novembre 2021, à la 38^e séance de l'Assemblée générale

[Original : anglais]

Excellences,

Distingués délégués,

Mesdames et Messieurs,

Nous remercions tout d'abord le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé cette réunion de haut niveau et nous saluons l'adoption de la Déclaration politique de 2021 sur l'application du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes.

L'Inde reconnaît que la traite des personnes est un crime grave et accorde une grande priorité à la lutte contre ce phénomène. Le Gouvernement indien déploie des efforts continus et concertés pour prévenir et combattre la traite des personnes.

Le cadre législatif indien de lutte contre la traite des personnes repose sur l'article 23 de notre Constitution. Avec la modification de notre droit pénal en 2013, la traite a été définie de manière exhaustive et des dispositions ont été prises pour punir sévèrement les trafiquants.

En 2019, la loi sur l'Agence nationale d'investigation de 2008 a été modifiée, afin d'autoriser l'Agence à enquêter sur les cas de traite des personnes.

Un certain nombre de programmes concernant le sauvetage, la réadaptation et le rapatriement des victimes de la traite des personnes ont été mis en place par le Gouvernement indien dans des domaines spécifiques axés sur les victimes.

Le Gouvernement indien, en association avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), a lancé un projet pluriannuel de formation des agents chargés de l'application des lois sur la traite des personnes.

Le Gouvernement indien appuie les administrations des États fédéraux dans le renforcement du mécanisme institutionnel de lutte contre la traite des personnes.

Un dispositif de communication au niveau national – le « Crime Multi-Agency Centre » (Cri – MAC) – a été inauguré par le Gouvernement indien en mars 2020 pour faciliter la diffusion, en temps réel, des informations sur les crimes graves, y compris les cas de traite des personnes dans tout le pays et pour permettre une coordination efficace entre les agents de police des différents États.

L'Inde est déterminée à lutter contre le fléau de la traite des personnes et reste engagée à étendre sa coopération à tous les États Membres pour prévenir et combattre ce phénomène.

Je vous remercie.

Égypte (voir aussi A/76/PV.38, annexe VIII)

Déclaration de M^{me} Naela Gabr, Présidente du Comité national égyptien de coordination pour la prévention et la lutte contre la migration illégale et la traite des personnes

Prononcée le mardi 23 novembre 2021, à la 38^e séance de l'Assemblée générale

[Original : arabe]

Mesdames et Messieurs,

Depuis 2007, l'Égypte s'efforce d'éliminer la traite des personnes en établissant un cadre juridique et institutionnel national efficace, fondé sur la punition des auteurs, la protection et le soutien des victimes et le renforcement du mécanisme national d'orientation.

Selon divers rapports nationaux et internationaux, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a été un facteur important dans l'augmentation des cas de traite des personnes. En Égypte, les travailleurs du secteur informel constituent un des groupes les plus marginalisés, car ils sont vulnérables aux menaces et aux chocs sur le lieu de travail et ne peuvent pas bénéficier des régimes de sécurité sociale ou d'assurance. En réaction à cette situation, le Président Abdel Fattah Al Sisi a pris un certain nombre de décisions, comme l'allocation d'1 milliard de livres égyptiennes pour financer le plan global d'atténuation des effets de la COVID-19. L'initiative présidentielle baptisée « Hayah Karimah » ou « Vie décente », lancée en 2019, a largement contribué à alléger le fardeau des membres des communautés les plus démunies dans les zones rurales et les bidonvilles urbains. En outre, les institutions nationales ont renforcé leurs capacités en formant des unités chargées de lutter contre les diverses formes de criminalité perpétrées par le biais des médias sociaux.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais souligner le rôle du Comité national de coordination pour la prévention et la lutte contre la migration illégale et la traite des personnes, que j'ai l'honneur de présider. Il s'agit d'un organe consultatif qui rend compte au Premier Ministre égyptien, conformément à la loi n° 82 de 2016, et qui réunit actuellement 30 agences nationales. Le Comité national de coordination a pour mission de fournir toutes les formes de protection aux groupes les plus exposés à l'exploitation, d'apporter un appui aux victimes et de faciliter leur réadaptation et leur réintégration dans la société. Pendant la pandémie de COVID-19, le Comité national de coordination a réussi à faire face aux répercussions de la maladie en menant des campagnes de sensibilisation sur les différentes formes de traite des personnes et en mettant en place des lignes d'assistance téléphonique pour signaler les cas de traite. Le Comité a ouvert un nouveau centre d'accueil dédié aux femmes et aux enfants victimes qui répond aux normes internationales les plus élevées. Nous avons également formé notre personnel et dispensons une formation continue pour renforcer les capacités des personnes chargées de l'administration de la justice, des travailleurs sociaux, des travailleurs de terrain, des médecins légistes et des inspecteurs du travail.

Pour terminer, je voudrais souligner qu'une unité dénommée « alternative opportunities » a été créée et fournit une liste actualisée des possibilités d'emploi sur une seule et même plateforme électronique où sont réunies toutes les données. Nous avons également signé un protocole de coopération entre le Comité national et

l'organisation General Union of Association and Civic Foundation (Union générale des associations et fondations civiques), qui représente plus de 52 000 organisations non gouvernementales, afin de sensibiliser aux dangers liés à toutes les formes d'exploitation. La décision prise par le Président de déclarer 2022 « Année de la société civile » témoigne de l'importance que nous accordons à cette dernière et illustre l'approche intégrée choisie par le pays face à la pandémie, approche qui couvre tous les aspects législatifs, institutionnels et sociaux, afin de protéger la population et la société de toute forme d'exploitation.

Je vous remercie.

Australie (voir aussi A/76/PV.38, annexe IX)

[aucune déclaration soumise]

France (voir aussi A/76/PV.38, annexe X)

Déclaration de M. Jean-Claude Brunet, Ambassadeur de France en charge des menaces criminelles transnationales

Prononcée le mardi 23 novembre 2021, à la 38^e séance de l'Assemblée générale

[Original : français]

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

La France se félicite de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes.

Ce texte permettra, nous en sommes convaincus, d'attirer l'attention sur l'impérieuse nécessité de renforcer concrètement et collectivement notre efficacité dans l'action et la coopération, alors que ce fléau, comme l'a souligné ce matin M^{me} Ghada Waly, Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, se renforce partout dans le monde. La France fait de ce combat une grande priorité s'inscrivant dans la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales et dans la lutte contre le crime organisé. La traite des êtres humains, qui porte gravement atteinte à l'intégrité et à la dignité de millions de personnes dans le monde, est devenue l'une des activités les plus rémunératrices du crime organisé.

Nous constatons des évolutions très inquiétantes, tant sur le degré de violence que sur le caractère très organisé et de plus en plus transnational, en particulier dans le contexte des migrations, dont la traite est l'un des phénomènes connexes, en lien évidemment avec le trafic de migrants.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a conduit à l'utilisation renforcée des moyens Internet, qui a eu un effet démultiplicateur et durable sur la capacité renforcée pour l'offre de ces services criminels, leur permettant d'atteindre et d'élargir leur clientèle. La pandémie a ainsi multiplié les fronts sur lesquels doit se livrer désormais notre combat contre la traite. Nous espérons que le Plan d'action mondial permettra de nous mobiliser davantage, dans chacun de nos pays et collectivement, par la coopération et l'assistance internationale, l'entraide policière et pénale, pour rendre encore plus universelles et opérationnelles les dispositions des grands instruments internationaux, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant. Depuis 2013, la France s'est particulièrement mobilisée contre ce fléau par une approche interministérielle mieux coordonnée, portée par la Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains, et fondée sur deux plans d'action nationaux successifs. L'actuel second plan national (2019-2022) couvre une approche globale de l'action, intégrant tous les aspects, de la prévention, l'identification des victimes, leur protection, l'éducation, la formation des spécialistes jusqu'à la répression et la coopération internationale.

C'est cette approche en effet que suit la France depuis son premier plan d'action national, et le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères apporte son appui multiple à la fois :

1/ à la promotion de l'universalisation des normes internationales ;

2/ à la promotion des bonnes pratiques, avec notamment la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à protéger les victimes et la

loi du 27 mars 2017 sur le devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre ;

3/ enfin, au développement et au financement d'actions de coopération et d'assistance, notamment dans deux grandes régions : l'Europe du Sud-Est et l'Afrique de l'Ouest et, plus spécifiquement, le golfe de Guinée.

C'est dans l'objectif de lutter contre toutes les formes de traite que nous avons rejoint la Campagne internationale Cœur bleu en 2019, qui compte à présent une trentaine de pays, et que nous avons renforcé le dialogue avec de nombreux partenaires sur ces questions. Les Ministres des affaires étrangères français et suédois Jean-Yves Le Drian et Margot Wallström ont adopté, il y a deux ans, une stratégie de lutte contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars 2019.

Comme le Président de la République l'a déclaré le 11 novembre dernier au Forum de Paris sur la paix, « il est de notre responsabilité, Gouvernement comme acteurs privés, de poser un cadre clair pour mieux protéger les mineurs, les enfants dans l'univers numérique ». Le Président Emmanuel Macron a appelé à l'action dans ce domaine. Preuve de son engagement, la France est candidate au statut de « pays pionnier » au sein de l'Alliance 8.7 pour un partenariat mondial contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite des êtres humains et les formes contemporaines de l'esclavage. La France vient par ailleurs de lancer un plan national sur la protection des enfants contre la prostitution et l'exploitation sexuelle qui viendra là aussi développer une approche globale, transversale et concrète, mobilisant dans une action ciblée tous les partenaires interministériels en bonne collaboration avec la société civile.

Monsieur le Président,

L'objectif commun à toutes nos actions, celles développées par la France dans ses plans d'action nationaux, et celles de notre coopération internationale, est véritablement de deux ordres : d'une part, l'identification plus précoce et systématique des victimes pour les protéger et leur apporter un meilleur avenir ; et d'autre part, deuxième grand objectif, la fin réelle de l'impunité pour les criminels qui les exploitent, qui doivent être combattus de toutes nos forces, par toutes les voies et les moyens d'investigation et de prévention et avec le soutien international, également de la part de la société civile et du secteur privé.

Voilà pourquoi l'idée d'un plan d'action mondial, d'un pacte authentique de toute la communauté internationale pour soutenir ces objectifs fondamentaux et la dignité humaine, nous semble particulièrement importante aujourd'hui et pleinement correspondre aux plus hauts impératifs et valeurs portées par l'Organisation des Nations Unies.

Je vous remercie pour votre attention.

République bolivarienne du Venezuela (voir aussi A/76/PV.38, annexe XI)**Déclaration de M. Joel Adrián Mena Sorett, Chef du Bureau national de lutte contre la criminalité organisée et le financement du terrorisme de la République bolivarienne du Venezuela**

Prononcée le mercredi 22 novembre 2021 à la 38^e séance de l'Assemblée générale

[Original : espagnol]

Monsieur le Président,

La République bolivarienne du Venezuela se félicite de la tenue de la présente réunion de haut niveau sur l'évaluation du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes, un crime odieux qui porte atteinte à la dignité humaine et aux droits de l'homme et dont la prévention et l'élimination sont le devoir urgent de la communauté internationale.

Monsieur le Président,

Cette occasion opportune qui nous est offerte d'évaluer le Plan d'action mondial nous oblige à renouveler notre détermination à respecter pleinement le droit international et à mettre davantage l'accent sur le dialogue et la coopération, dans le strict respect des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et du principe de non-politisation et de non-sélectivité, tout en privilégiant la prévention comme pierre angulaire des politiques publiques dans ce domaine.

Pour sa part, le Venezuela maintient que la complexité de la question exige que son approche centrée sur les victimes soit axée sur les droits de l'homme et le droit international, et non sur la sécurité, qui est utilisée par certains États à des fins politiques, alors qu'ils refusent de maintenir une coopération transparente.

Le Venezuela partage 2 219 kilomètres de frontière avec la Colombie, et le Gouvernement colombien attaque notre pays, protège les criminels et est incapable de contrôler ses frontières.

L'État vénézuélien est continuellement et directement engagé dans la lutte contre les réseaux criminels impliqués dans la traite des personnes. Certains États doivent agir avec cohérence politique et morale et cesser leurs efforts de déstabilisation politique et économique, d'invasion et de guerre contre des États souverains en vue de promouvoir leurs intérêts géopolitiques s'ils veulent éviter de regretter plus tard les conséquences tragiques de ces actions que l'on observe aujourd'hui dans le monde entier, comme la recrudescence de la traite des personnes.

Dans ce contexte, nous devons appeler l'attention sur la façon dont la campagne de déstabilisation contre le Venezuela, basée sur l'imposition illégale de mesures coercitives unilatérales, associée à la réticence de certains de ces États à respecter leurs obligations internationales et à coopérer avec notre pays, ne fait que profiter aux réseaux de trafic et les renforcer, en plus de favoriser la discrimination, la xénophobie, l'esclavage, l'exploitation, les violations des droits fondamentaux et l'augmentation de la souffrance des victimes. C'est pourquoi nous insistons sur le fait que seuls un dialogue respectueux, une coopération entre les acteurs sur un pied d'égalité et la levée de ces mesures peuvent contribuer de manière constructive à mettre fin aux réseaux criminels.

De même, le Venezuela rejette tous les rapports et toutes les listes unilatérales établis dans le but de criminaliser d'autres États, sur la base de perceptions subjectives et politiques qui, au lieu de contribuer au multilatéralisme, ne font que l'affaiblir, accroissent la politisation de la question et portent atteinte aux efforts nationaux et internationaux déployés pour lutter contre ce fléau.

Monsieur le Président,

Les statistiques de ces dernières années traduisent l'augmentation alarmante de cette catégorie de crimes, qui compte surtout des femmes et des enfants parmi ses victimes. La marchandisation des personnes constitue une infraction odieuse et un crime contre l'humanité condamné par l'État vénézuélien en vertu de notre Constitution. Face à cette réalité et dans le cadre de son engagement à lutter contre la traite des personnes, le Gouvernement vénézuélien a adopté cette année le plan national de lutte contre la traite des personnes pour la période 2021-2025 et créé le Conseil national de lutte contre la traite des personnes, qui assure la continuité des politiques globales de nos institutions nationales et donne une impulsion à la poursuite de leur élaboration, en collaboration avec le pouvoir populaire et les organisations internationales compétentes, afin de prévenir, de traiter, de réprimer, de punir et d'éliminer ce crime, l'accent étant mis sur les questions de genre et les populations les plus vulnérables, qui se voient accorder la plus haute priorité au quotidien.

Le Plan d'action mondial continue de servir de guide important pour la mise en œuvre de diverses stratégies visant à renforcer la prévention et la répression dans des domaines d'action spécifiques et tient compte des nouveaux modes opératoires, dont l'outil par excellence est la cybercriminalité, sur lesquels des progrès doivent être réalisés par le biais d'accords internationaux.

Enfin, le Venezuela réaffirme son engagement et sa détermination à continuer de respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de ses protocoles, afin d'éliminer définitivement les situations conduisant à ce crime, tout en garantissant la protection et le rétablissement des victimes et personnes rescapées dans le respect de leurs droits et de leur dignité.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Roumanie (voir aussi A/76/PV.38, annexe XII)

**Déclaration de M^{me} Mădălina Turza, Conseillère d'État auprès du
Cabinet du Premier Ministre de la Roumanie**

Prononcée le mercredi 22 novembre 2021 à la 38^e séance de l'Assemblée générale

[Original : anglais]

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

En Roumanie, le système de lutte contre la traite des personnes a constamment évolué au fil du temps, du point de vue juridique, institutionnel et opérationnel, mais aussi sur le plan du positionnement des institutions, de leur compréhension du phénomène et des mesures qu'elles ont prises en conséquence.

Nous disposons aujourd'hui d'un système de lutte contre la traite des personnes cohérent, qui est aligné sur le principe des 4 « P » (prévention, poursuites, protection, partenariats) et a prouvé, à de nombreuses reprises, son efficacité. Pourtant, il y a des choses à faire, car nous parlons d'un processus dans lequel le désir et la capacité d'amélioration sont importants.

Le contexte de pandémie mondiale de ces deux dernières années nous a interpellés à de multiples niveaux, y compris en ce qui concerne la lutte contre ce phénomène. Les données disponibles nous ont montré que la traite des personnes a évolué de manière plus insidieuse vers le recrutement et l'exploitation en ligne, et que les personnes vulnérables, notamment les enfants, sont devenues encore plus vulnérables et exposées.

Dans ce contexte, le Gouvernement roumain, à l'initiative du Premier Ministre, a pris une décision stratégique : la coordination de la lutte contre la traite des personnes a été reprise, directement, au niveau du Cabinet du Premier Ministre.

En outre, le nouveau contexte de pandémie nous a montré que nous devons renforcer notre riposte aux menaces en ligne, en particulier lorsqu'il s'agit d'enfants, et c'est pourquoi nous avons investi dans un système de pointe de criminalistique en matière de cybercriminalité pour la Police nationale. Nous sommes en train de mettre en place une alerte AMBER (alerte d'enlèvement) pour les enfants portés disparus et un numéro vert national pour les enfants et les adolescents victimes d'exploitation et de maltraitance, ainsi que des salles d'audition avec des équipes multidisciplinaires dédiées, y compris pour les enfants victimes de crimes.

Par ailleurs, la Roumanie dispose désormais d'une section dédiée de procureurs qui s'occupe des affaires concernant la traite des personnes, et des milliers d'heures de formation spécialisée ont été dispensées à divers intervenants de première ligne travaillant avec les victimes. Des activités de prévention sont constamment mises en œuvre dans les écoles et dans les communautés, en collaboration avec la société civile, qui joue un rôle essentiel dans notre lutte.

De même, la Roumanie élabore actuellement, en collaboration avec des partenaires publics et privés et des organisations non gouvernementales, un plan national d'assistance médicale adaptée pour les victimes et d'identification en amont de celles-ci par l'intermédiaire des travailleurs médicaux, car nous avons compris que

le simple accès gratuit aux services médicaux pour cette catégorie de personnes ne suffit pas.

Mais il reste beaucoup à faire, parce que la lutte contre la traite des personnes n'est pas seulement une question de participation nationale.

Les moyens et les méthodes visant à réduire l'« offre » ne seront jamais entièrement efficaces sans des actions soutenues pour réduire et décourager la « demande » en matière de traite des personnes.

Et la Roumanie a fait valoir ce point également au niveau européen.

Nous avons besoin d'une approche cohérente de l'impunité et de la dissuasion de la demande qui sous-tend ce phénomène, et pour cela nous avons besoin de la solidarité internationale.

Pour terminer, je voudrais vous encourager, vous, les dirigeants du monde, à réfléchir aux mots de Gary Haugen, Président d'IJM :

Lorsque nos petits-enfants nous demanderont où nous étions lorsque les sans-voix et les personnes vulnérables de notre époque avaient besoin de dirigeants faisant preuve de compassion et de détermination, j'espère que nous pourrons dire que nous sommes arrivés à temps.

Je vous remercie !

Azerbaïdjan (voir aussi A/76/PV.38, annexe XIII)

[aucune déclaration soumise]

République arabe syrienne (voir aussi A/76/PV.38, annexe XIV)

**Déclaration de M. Kifah Al-Naddaf, Responsable des enquêtes au
Département de lutte contre la traite des personnes du Ministère de
l'intérieur de la République arabe syrienne**

Prononcée le mardi 23 novembre 2021 à la 38^e séance de l'Assemblée générale

[Original : arabe]

Données nationales sur les crimes de traite des personnes en République arabe syrienne

La traite des personnes sous ses différentes formes aux niveaux international, régional et mondial est devenue une des questions juridiques les plus pressantes de notre époque, qui suscite la préoccupation de tous les pays et de nombreuses organisations internationales et régionales. Par l'intermédiaire de ses différents organes, l'Organisation des Nations Unies a appelé à s'attaquer à cette infraction, considérée comme une forme de criminalité organisée. L'Organisation a également conclu plusieurs accords, dont la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

La République arabe syrienne a contribué à l'effort international de lutte contre la traite des personnes en adhérant, entre autres, à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et à ses deux protocoles additionnels, à savoir le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer. Elle s'est également tenue au courant des recherches pratiques sur les crimes de traite des personnes. La Syrie a récemment participé à l'opération « Liberterra », une opération menée en coordination avec l'Organisation internationale de police criminelle pour éliminer la traite des personnes et le trafic illicite d'êtres humains. Elle a, en outre, publié le décret législatif n° 3 (2010) sur la prévention de la traite des personnes dans le cadre de son approche globale de la lutte contre ce crime.

Les 22 articles qui composent le décret définissent une stratégie globale de lutte contre la traite des personnes. La planification internationale des crimes de traite est un élément central du phénomène, qui est de nature mondiale et n'épargne aucune société ni aucun pays. La stratégie est axée sur les principes, les objectifs, la criminalisation, les poursuites, la protection des victimes, le renforcement de la coopération internationale et l'établissement de partenariats solides.

Les services de sécurité s'appuient sur des recherches scientifiques en criminologie, des recherches sur les phénomènes criminels en général ou sur des crimes particuliers. Les nombreuses méthodes de collecte de données dans la recherche en criminologie comprennent la recherche expérimentale, l'observation, les études de cohorte, les études de cas, les questionnaires, les études comparatives, les enquêtes sociales et la vérification statistique.

Les autorités chargées de l'application de la loi en Syrie ont constaté que les indicateurs statistiques sont négatifs en raison de la guerre terroriste menée contre ce pays et de la propagation de la traite des personnes. Ce phénomène n'était pas connu sous sa forme actuelle avant 2011 et est apparu depuis lors en raison des migrations, de l'absence d'encadrement familial et des sanctions économiques injustes imposées à

la Syrie. Par conséquent, les autorités chargées de faire respecter la loi ont dû redoubler d'efforts pour poursuivre ces infractions sur le terrain. Entre 2010 et octobre 2021, l'on a recensé 1 222 cas de traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle, 100 cas de trafic de filles destinées à être vendues pour la prostitution et 284 cas d'exploitation de travailleurs domestiques. Des enquêtes sont en cours sur 47 cas de commerce d'organes humains, 22 cas de traite des personnes impliquant la vente d'enfants, 540 cas de traite des personnes à des fins de mendicité et 136 cas criminels de trafic illicite d'êtres humains.

Les tentatives visant à déterminer l'incidence réelle et effective de la traite des personnes dans le monde ne permettent pas de saisir toute l'ampleur du phénomène. En raison de définitions différentes de certains termes liés à la traite des personnes et de l'absence de contrôle adéquat dans les zones où l'exploitation a lieu et où les fonds et les produits de ces crimes sont blanchis, les statistiques concernant le nombre de victimes varient et ne peuvent être estimées efficacement. Cette situation peut être attribuée à l'absence d'une norme internationale uniforme en matière de bases de données. Par exemple, l'utilisation d'enfants pour mendier est considérée comme une forme de traite dans certains États, alors que dans d'autres, la mendicité est considérée comme un délit mais pas comme une forme de traite. En outre, la compréhension des circonstances qui rendent les migrants illégaux vulnérables face à la traite varie.

Notre déclaration est accompagnée d'un tableau détaillé pour chaque année contenant des statistiques sur les crimes de traite des personnes qui ont été commis entre 2010 et 2021.
